

- - -
LE CÉGOM
«Un avocat pour les Français/es d'outre-mers»
facebook.com/lecegom
- - -

**CONCERNANT NOTAMMENT
LA COLLECTE DES DÉPARTEMENTS
DE NAISSANCE & DE RÉSIDENCE
DES USAGER/E/S DES SERVICES PUBLICS
AINSI QUE LEUR PUBLICATION ANONYMÉE**

**Lettre à la Déléguée interministérielle
pour l'égalité des chances des Français/es d'outre-mers
à la suite de la rencontre du 22 mai 2014
avec le Défenseur des droits**

- - -
Paris, lundi 16 juin 2014
Communication n°TRF2014-14C
- - -

- - -
M^{me} Sophie Élizéon
Déléguée interministérielle
pour l'égalité des chances des Français/es d'outre-mers
27, rue Oudinot
Paris VII^{ème}
- - -

Madame la Déléguée interministérielle,

Vous avez bien voulu, à l'occasion d'une initiative que vous avez menée en commun avec le Défenseur des droits, convier plusieurs associations ultramarines à une réunion de formation au siège de cette institution, le 22 mai. Le Cégom (Collectif des États généraux de l'outre-mer - Fédération des Français/es d'outre-mers) & ses organisations-membres, au nombre desquelles la Fédération Total Respect (Tjenbé Rêd) qui nous représentait, saluent cette initiative qui nous a permis de mieux connaître les modalités de saisine du Défenseur des droits: conformément à vos attentes, nous ne manquerons pas de les diffuser auprès de nos 25 organisations-membres & des 65.461 personnes - données à jour au 27 décembre 2013 - que nous interrogeons chaque année lorsque nous réalisons notre audit annuel des Français/es d'outre-mers.

Par ailleurs, au cours de cette réunion, nous avons dans un premier temps rendu hommage au dernier responsable de cette institution, feu Dominique Baudis, récemment décédé. Nous avons souligné sa rare capacité à accepter le dialogue, même sur des sujets sur lesquels nous pouvions être en désaccord, notamment son absence de prise en compte du racisme capillaire dont se trouve victime un steward d'Air France, Monsieur Aboubakar Traoré.

1. Recueil du département de naissance des usager/e/s du service public

Nous avons ensuite constaté, avec d'autres associations présentes, que les services du Défenseur des droits ne recueillaient pas le département de naissance des quelque 100.000 personnes qui les saisissent chaque année, ce qui pose, dans le cas particulier de nos associations ultramarines, la question d'une connaissance suffisamment fine de ce public & en particulier du public qu'elles ont pour premier objet d'accompagner. (Plus largement, nous avons souligné que l'absence de collecte du département de naissance des usagers & usagères du service public constituait de façon récurrente un obstacle majeur à l'action de nos associations, particulièrement en matière de santé; en marge de ce débat, nous avons rappelé que les statistiques de la diversité sont davantage encadrées qu'interdites, la loi du 6 janvier 1978 «*relative à l'informatique, aux fichiers & aux libertés*» prévoyant, au titre II de son article 8, plusieurs dérogations au principe général d'interdiction qu'elle énonce au titre I^{er} du même article.)

Ainsi, nous avons demandé que le département de naissance soit désormais recueilli par les services du Défenseur des droits - lesquels ont répondu que leur système de collecte de données serait révisé à l'automne prochain, s'engageant à étudier la possibilité de le compléter à cette occasion afin de recueillir désormais l'information en question.

Nous sollicitons, Madame la Déléguée interministérielle, votre soutien à cette demande. De façon plus générale, nous vous exhortons à plaider auprès des administrations afin qu'elles recueillent même l'information en question & la fassent figurer dans les statistiques anonymées qu'elles diffusent: ainsi, les associations ultramarines pourront mieux connaître les besoins de leur public & adapter au mieux leur plaidoyer.

2. Recueil du département de résidence des usager/e/s du service public

Nous avons également constaté que les services du Défenseur des droits n'étaient pas en mesure de présenter une ventilation des dossiers suivis selon le département de résidence des quelque 100.000 personnes concernées. Cette seconde lacune constitue, pour les mêmes raisons, un obstacle évident à l'action des organisations que nous fédérons & de l'ensemble des associations ultramarines.

Les services du Défenseur des droits se sont engagés à livrer cette information lors de la présentation de leur prochain rapport annuel d'activité: nous vous invitons, Madame la Déléguée interministérielle, à bien vouloir leur rappeler cet engagement pris en votre présence.

3. Création d'un comité d'entente ultramarin

Pour finir, nous avons demandé qu'un comité d'entente réunisse désormais régulièrement le Défenseur des droits & les associations ultramarines, ainsi que cela se fait déjà, par exemple, pour les associations actives dans le champ de la santé ou les associations LGBT (lesbiennes, gaies, bi & trans).

Pensez-vous, Madame la Déléguée interministérielle, pouvoir appuyer cette demande auprès du prochain ou de la prochaine Défenseur/e des droits?

4. Sollicitation d'un entretien

En conclusion, nous sollicitons à nouveau par la présente un entretien destiné notamment à évoquer ces différents points ainsi qu'à vous présenter les résultats de notre dernier audit annuel des Français/es d'outre-mers, présenté en janvier devant le Sénat puis devant l'Assemblée nationale & présenté le 12 mai à Madame George Paul-Langevin, ministre des outre-mers. (Nous vous avons, le 13 puis le 31 décembre, adressé en avant-première les versions primitives successives de cet audit, sollicitant à ces occasions un tel entretien, semblable à celui que vous aviez bien voulu nous accorder, le 22 janvier 2013, à la suite de la publication de notre audit précédent.)

En l'espoir de réponses favorables à ces différentes interpellations, nous vous prions, Madame la Déléguée interministérielle, d'agréer l'expression de notre considération la plus respectueuse.

Pour le Cégom,

Pierre Pastel,
président national

+33 (0)6 64 76 66 01

Paul Yobo-Lada,
porte-parole national

contact@cegom.org

R É F É R E N C E S

[1] 14 février 2013 - *Le Cégom présente les revendications des Français/es d'outre-mers à Sophie Élizéon* - Communiqué de presse du Cégom n°TRF2013-02B

<https://twitter.com/lecegom/status/301849326324420608>

http://blogs.tetu.com/outre_mers_et_pairs/2013/02/14/le-cegom-cause-sida-avec-la-deleguee-interministerielle-pour-les-francais-d-outre-mers

<https://www.facebook.com/604244119589944>

http://www.domhebdo.com/modules.php?name=politique&id=4336&level=2&module_title=politiquexcxc1

<http://www.tjenbered.fr/2013/20130205-00.pdf>

[2] 6 janvier 2014 - *L'audit des Français/es d'outre-mers sera présenté au Sénat vendredi 10 janvier: le Cégom lance une souscription pour le financer* - Communiqué de presse du Cégom n°TRF2014-01

<https://www.facebook.com/notes/lecegom/785242564823431>

<https://twitter.com/lecegom/status/420347621446660096>

http://www.tjenbered.fr/2014/20140106_cp_annonce_audit.pdf

http://www.domhebdo.com/modules.php?name=accueil&id=5035&level=2&module_title=accueilxcxc2

[3] 7 janvier 2014 - *Audit annuel des Français/es d'outre-mers: l'Atlantique-Ouest, toujours marqué par l'économie de comptoir* - Communiqué de presse du Cégom n°TRF2014-01A

<https://www.facebook.com/notes/lecegom/785915651422789>

<https://twitter.com/lecegom/status/420678887350095872>

http://www.tjenbered.fr/2014/20140107_cp_audit_prao.pdf

http://www.domhebdo.com/modules.php?name=accueil&id=5040&level=2&module_title=accueilxcxc2

[4] 8 janvier 2014 - *Audit annuel des Français/es d'outre-mers: dans l'océan Indien & dans le Pacifique, les collectivités d'outre-mers sont marquées par un isolement îlien accentué par rapport à l'Hexagone* - Communiqué de presse du Cégom n°TRF2014-01B

<https://www.facebook.com/notes/lecegom/786675954680092>

<https://twitter.com/lecegom/status/421096514912411648>

http://www.tjenbered.fr/2014/20140108_cp_audit_prip.pdf

[5] 9 janvier 2014 - *Audit annuel des Français/es d'outre-mers: dans l'Hexagone aussi, l'urgence est à l'emploi & à la jeunesse en difficulté* - Communiqué de presse du Cégom (Collectif des États généraux de l'outre-mers - Fédération des Français/es d'outre-mers) - Communiqué de presse n°TRF2014-01C

<https://www.facebook.com/notes/lecegom/787083014639386>

<https://twitter.com/lecegom/status/421393913316782080>

http://www.tjenbered.fr/2014/20140109_cp_audit_prh.pdf

http://www.domhebdo.com/modules.php?name=accueil&id=5045&level=2&module_title=accueilxcxc2

[6] 9 janvier 2014 - *Préface accordée par Jean-Jacob Bicep à l'audit annuel des Français/es d'outre-mers publié par le Cégom le 10 janvier 2014* - Communication du Cégom n°TRF2014-01C2

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=787120847968936>

<https://twitter.com/lecegom/status/421421003969789952>

http://www.tjenbered.fr/2014/20140109_jean_jacob_bicep_preface_cegom.pdf

http://www.tjenbered.fr/2014/20140109_jean_jacob_bicep_preface_cegom.jpg

L E C É G O M

Fédération des Français/es d'outre-mers

Le Cégom (Collectif des États généraux de l'outre-mer - Fédération des Français/es d'outre-mers) a été fondé le 12 septembre 2009 afin de rassembler, soutenir & représenter les Français/es d'outre-mers ou leurs associations, en organisant l'expression de la société civile ultramarine née lors des mouvements sociaux contre la vie chère puis lors des États généraux de l'outre-mer en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à la Réunion, à S^t-Pierre-&-Miquelon, à Mayotte, à S^t-Barthélemy, à S^t-Martin, à Wallis-&-Futuna, en Polynésie française & en Nouvelle-Calédonie ainsi que dans l'Hexagone - Il rassemble 19 organisations & 134 personnes physiques dont 10 président/e/s ou rapporteur/e/s de commission des États généraux de l'outre-mer: Pierre Pastel, David Auerbach Chiffirin, Angèle Beaurain-Dormoy, Yves-André Cheney, Gérard Ginac, Johan Giraud-Girard, Daniel Illema, Jean-Moïse Nice, Pascal Rigaud & René Silo (Raymond Kromwell étant décédé le 19 nov. 2012).

Organisations-membres: ADLC | Associé/e/s dans la cité (H^{te}-Garonne & Tarn, Midi-Pyrénées); Alu | Asociación de Latinos unidos (Martinique); Apaodom | Assoc. pour l'aide aux originaires d'outre-mer (Isère, Rhône-Alpes); Bèlè Set Art (Isère); Black Caucus France | Union française des étudiant/e/s & diplômé/e/s africain/e/s & ultramarin/e/s & de leurs proches; Boi Mannyok (Seine-M^{me}, H^{te}-Normandie); Casomi | Comité d'action sociale des originaires des départements d'outre-mer de l'Isère (Isère); Collectif «Non à Guerlain! Non à la négrophobie!» - Collectif anti-négrophobie (Paris); Comptoir de l'outre-mer (Alpes-M^{mes}, Provence-Alpes-Côte-d'Azur); CPSS | Comité de promotion de la santé sexuelle (N^{lle}-Calédonie); Équinoxe (Martinique); Fédération Total Respect / Tjenbé Rèd (Martinique); FVC | Femmes & violences conjugales (N^{lle}-Calédonie); HVY | Hibiscus du Val d'Yerres; Isom | Initiative Sida Outre-Mers; La Fourmilière (Rhône, Rhône-Alpes); LGBT/OM | Fédération lesbienne, gaie, bi & trans des Français/es d'outre-mers & de leurs proches; Mama Bobi (Guyane); Nariké M'sada | Prévention, information, lutte c/ le sida, accompagnement de personnes vivant avec le VIH (Mayotte); Onzième Dom | Amicale des Français/es d'outre-mers du XI^{ème} arrondissement de Paris & de leurs proches; Obe (Outre-mer Business Expansion); Ome | Outre-Mers Environnement; Pact | Panorama, arts, culture & traditions; RFC | Réunionnais Football Club (Seine-M^{me}, H^{te}-Normandie); Shechora Ani Venava | Amicale juive des personnes lesbiennes, gaies, bi & trans de couleur; SLD | Sida - Les liaisons dangereuses (St-Martin); Sol Antilles Event (Isère); Solidarité Sida Nouvelle-Calédonie (N^{lle}-Calédonie); Twadisyon Ka (Isère, Rhône-Alpes); UJ2FOM | Union juive des Françaises & Français d'outre-mers

Siège social: Maison des associations du XI^{ème} arrondissement de Paris
Boîte aux lettres n°56
8, rue du Général-Renault
F-75011 Paris
<http://www.cegom.org>

L E C É G O M

Fédération des Français/es d'outre-mers